

CHRISTINE MESSIANT

LA FONDATION EDUARDO DOS SANTOS (FESA)

À PROPOS DE « L'INVESTISSEMENT » DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PAR LE POUVOIR ANGOLAIS

L'APPARITION, EN 1996, DE LA FONDATION EDUARDO DOS SANTOS EST L'ABOUTISSEMENT D'UN PROCESSUS DE PRIVATISATION DE L'ÉTAT ANGOLAIS. MAIS LA FESA FAIT AUSSI PARTIE D'UNE STRATÉGIE PRÉSIDENTIELLE QUI TENTE DE RÉPONDRE À DE MULTIPLES ENJEUX : LA NON-RÉSOLUTION DU CONFLIT ARMÉ, L'EXACERBATION DES RIVALITÉS AU SEIN DU POUVOIR ET LA GRAVITÉ DE LA CRISE SOCIALE, DU FAIT DE L'EFFORT DE GUERRE, DE LA PRÉDATION ET DE LA CORRUPTION.

Malgré la signature d'un nouvel accord en novembre 1994 avec l'Unita (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), la paix est encore loin d'être acquise quand, en 1996, apparaît un nouvel acteur de la vie angolaise avec la Fondation Eduardo dos Santos (Fesa). Formée *ante mortem* par et autour de son « patron », le président angolais, cette fondation dit s'inspirer d'institutions similaires existant dans les grands pays démocratiques et entendre, comme celles-ci, poursuivre des buts de progrès social, culturel et scientifique. Ses bases légales ne sont pas encore définies, la provenance de ses fonds et le titre auquel y intervient le président de la République restent des plus vagues, mais tout cela, et la fondation elle-même, apparaît généralement assez subalterne – sinon pour certains membres du parti au pouvoir, le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola), qui craignent (à mots couverts) qu'il ne s'agisse d'une tentative du *Futungo* (le palais présidentiel) pour marginaliser « le parti ». Entre le moment où les statuts ont été élaborés et celui où ils sont homologués par le Conseil des ministres, il s'est en effet déroulé à Luanda une série d'événements autrement plus importants : une montée considérable du mécontentement social, un déploiement des forces de l'ordre et, finalement, le limogeage spectaculaire par le Président de son Premier ministre. Les premières mentions de la création de la Fesa passent dans ces conditions assez inaperçues.

Un an plus tard (quelques mois après la formation du « Gouvernement d'unité et de réconciliation nationale », le GURN, où sont présents quelques ministres de l'Unita et dont les députés ont aussi pris place au Parlement, et

alors que montent les rumeurs de guerre), la fondation prend davantage forme et visibilité à l'occasion de la semaine de l'anniversaire du Président (28 août), marquée par la tenue d'un grand colloque international, de jeux et de réjouissances populaires, et par le soutien de la fondation à la candidature de son « patron » au prix Nobel de la Paix. La Fesa apparaît alors un peu plus clairement comme une institution dans laquelle le président de la République intervient comme personne privée et dont les fonds ne sont pas les siens, mais ceux de grandes sociétés internationales et nationales.

En août 1998, enfin (on va alors, sans équivoque et des deux côtés, vers la guerre ainsi que vers la tenue du congrès du MPLA), la « semaine de la Fesa » est nettement plus ample : la fondation présente ses premières réalisations ; ses donateurs apparaissent plus publiquement, de même que ses ramifications angolaises, ses secteurs d'intervention et sa dimension internationale. Et elle est cette fois entourée d'un « culte de la personnalité » tel qu'une partie de la presse indépendante franchit la « ligne rouge » qu'elle s'était fixée et, tout en respectant les formes obligées, en dénonce le scandale¹, soulignant le contraste choquant entre la déréliction de l'action d'un gouvernement que le Président nomme et préside et ces initiatives partielles et ostentatoires en son nom propre – entre « tant de fête » et « tant de misère » au milieu des rumeurs de guerre.

Au-delà de ce sentiment de scandale, largement partagé par la population luandaise mais qui n'empêche nullement la participation à cette entreprise de nombreuses et éminentes personnes publiques et privées, d'institutions angolaises, de grandes sociétés étrangères ou de représentants de la communauté internationale accrédités, qu'en est-il réellement de la Fesa ? On l'envisagera surtout ici dans ce qu'elle révèle, dans l'évolution de l'« économie politique réelle » de l'Angola, des rapports entre public et privé et des modes et effets de la privatisation de l'État. La Fesa constitue en effet à la fois un élément à certains égards mineur de cette évolution globale, mais aussi l'ultime « fruit » d'un ensemble, qui signe en quelque sorte le point où sont arrivés cette privatisation et, plus généralement, les rapports du pouvoir angolais aux institutions et à la société. Et l'on essaiera d'indiquer brièvement leurs dynamiques nouvelles dans une situation de « ni guerre ni paix » dans laquelle le conflit politico-militaire avec l'Unita n'est pas résolu.

La privatisation de l'État en Angola s'est opérée par des appropriations privées, des illégalismes, des désinstitutionnalisations que l'on retrouve ailleurs,

1. Voir les vœux, remerciements, témoignages de reconnaissance, éloges payés par des encarts publicitaires dans la presse officielle, ceux gratuits dans cette même presse, les radios, le journal du MPLA, et les réactions dans une partie de la presse privée (*Agora*, *Folha 8*, *Comercio actualidade* surtout) en août 1997 et 1998.

mais qui prennent ici des formes assez particulières, foncièrement imputables au fait que l'Angola, indépendant et longtemps « marxiste-léniniste », a été jusqu'à aujourd'hui un pays en guerre ou dans une logique de guerre, et dont la principale, voire quasi seule ressource est le pétrole. Ces deux particularités, dont les effets économiques, politiques et sociaux sont inextricables, impliquent en outre toutes deux un rapport particulièrement fort à l'international – qu'il s'agisse des partenaires étrangers de l'économie du pétrole et de la guerre, ou de la communauté internationale *stricto sensu*, associée depuis 1990 au « processus de paix » angolais. Toutes deux ont aussi donné une « nature » particulière au pouvoir et à son exercice, dont un rapport aux institutions dans lequel la maîtrise du sommet et des appareils de l'État est centrale et restera possible sous les diverses formes institutionnelles traversées.

Contrairement à d'autres cas – et aux nombreuses analyses de la privatisation de l'État comme d'une nouvelle impuissance, d'une dépossession à la fois par le haut (l'international, et surtout les institutions financières) et par le bas (la « société civile ») –, l'Angola montre une nouvelle puissance non de l'État mais du pouvoir qui le « tient », qui est de plus en plus lié à des intérêts internationaux face auxquels ses capacités de négociation sont grandes, de plus en plus centralisé et, bien qu'il fonctionne et s'exerce hors ou à côté de sa légalité institutionnelle, qui renforce son contrôle sur les institutions en même temps que sur l'économie légale et illégale, gagnant ainsi une certaine diffusion et « implantation » sociales.

**LA LONGUE « PRIVATISATION » DE L'ÉTAT ANGOLAIS
ET LES NOUVELLES BASES DE LA DOMINATION**

Il n'est pas question de reprendre ici les profonds changements qu'ont connus l'économie politique réelle et le pouvoir angolais depuis l'indépendance². On en schématisera seulement les principales étapes : sous le « marxisme-léninisme » officiel, et sur la base de l'appropriation d'une part importante des recettes du pétrole par le sommet du pouvoir, la privatisation du « bien public » au profit de la nomenklature du parti-État mène, dès le milieu des années 80, à un tournant clientéliste ; celui-ci est lié à la possibilité pour la nomenklature de rentabiliser, avec un profit considérable, ses privilèges légaux dans une économie « informelle » de fait dollarisée, illégale, et dont elle est la principale bénéficiaire. Sous la menace de la guerre de l'Unita et de ses soutiens internationaux d'alors, le « parti-État » est contraint, en 1990-1991, à la libéralisation économique puis politique, à la négociation et à l'engagement dans une « transition démocratique » jusqu'à des élections censées régler le conflit armé. À la faveur de la bipolarisation structurelle du « processus de paix » et de l'attitude de la

communauté internationale, et grâce à son maintien seul à la tête de l'État ainsi qu'au contrôle de tous ses appareils et ressources, le gouvernement pourra, pendant cette transition, à la fois renforcer la prédation sur le pétrole (centrale dans sa domination) et, tout en commençant à reconfigurer par des privatisations légales son appropriation du bien public, élargir provisoirement la redistribution clientéliste³. Avec l'image de défenseur de la paix qu'il a pu présenter face au militarisme ostensible de l'Unita, cette logique, qui s'accompagne d'une logique politique de même type – cooptation et/ou neutralisation des forces indépendantes –, lui permet de reconstruire une cohésion face à l'« ennemi », de regagner un crédit au plus bas en 1990 dans son ancienne base sociale, et de l'emporter aux élections de septembre 1992. La guerre surgit cependant logiquement – après des élections tenues pour consacrer (comme l'aurait fait une guerre) un « vainqueur absolu » – de volontés hégémoniques des deux « parties », qui ne sortent pas seulement intactes mais renforcées de la « transition » : Savimbi refuse sa défaite et, corollairement, le « gouvernement » n'entend pas, comme la communauté internationale le lui demande désormais, voir entamer son pouvoir alors qu'il vient d'être légitimé comme jamais, et qu'il a pu confirmer tant la centralité d'un contrôle sans partage de l'État que les possibilités d'« accommoder » la libéralisation économique et le multipartisme (qu'il avait tant craint) à ses objectifs et à son mode de fonctionnement. La terrible guerre de deux ans qui suit les élections⁴, inaugurée par une « bataille des villes » qui donne lieu à des massacres policiers et miliciens contre non seulement les militaires de l'Unita mais aussi ses « électeurs », ciblés politiquement et identitairement, permettra un renforcement du contrôle du pouvoir sur l'État et la société. S'il n'a plus les ressources du parti unique, le régime va utiliser celles de sa nouvelle légitimité démocratique et de la guerre : la mise en place, dans le prolongement de la « bataille des villes » puis d'une sanglante « chasse aux Zaïrois⁵ », d'un ordre sécuritaire entretenant la peur, au-delà de leurs victimes, chez tous les contestataires potentiels et assurant l'impunité ;

2. C. Messiant, « Angola, les voies de l'ethnisation et de la décomposition. I. De la guerre à la paix (1975-1991) : le conflit armé, les interventions internationales et le peuple angolais », *Lusotopie*, n° 1-2, Paris, L'Harmattan/Bordeaux, Maison des Pays ibériques, 1994, pp. 155-210.

3. C. Messiant, « Angola : le retour à la guerre ou l'inavouable faillite d'une intervention internationale », *L'Afrique politique* 1994, Paris, Karthala/Bordeaux, CEAN, pp. 199-229, et « Angola. Les voies de l'ethnisation et de la décomposition. II. Transition à la démocratie ou marche à la guerre ? L'épanouissement des deux "partis armés" (mai 1991-septembre 1992) », *Lusotopie*, n° 3, Paris, Karthala, 1995, pp. 181-212.

4. Voir le dossier « L'Angola dans la guerre », *Politique africaine*, n° 57, mars 1995, et particulièrement l'article de A. Vines.

5. J.-M. Mabeko Tali, « La "chasse aux Zaïrois" à Luanda », *Politique africaine*, n° 57, mars 1995, pp. 71-84.

une partidarisation encore resserrée de tous les appareils d'État, favorisée par la majorité absolue du MPLA au Parlement et sa domination du gouvernement ; sa position internationale : la communauté internationale le soutient comme gouvernement légitime (une légitimité encore plus irrécusable après le vote par l'Onu, en 1997, de nouvelles sanctions contre l'Unita) et ne s'immiscie pas plus dans sa manière de gouverner que dans l'exercice du pouvoir par l'Unita dans les zones qu'elle contrôle. De plus, les pays partenaires de l'Angola ont compris (comme les Angolais) que le MPLA détenait fermement le pouvoir, et conclu qu'il fallait traiter avec lui pour développer leurs intérêts, très importants et objets de concurrence entre eux.

Les conditions de guerre, imposant la force du pouvoir et l'évidence de celle-ci suscitant des ralliements, vont permettre un approfondissement de caractéristiques déjà anciennes ou plus récentes de l'« État » angolais, même après la signature des accords de Lusaka, dans une situation qui n'est pas la paix mais un intermède « anormal », provisoire mais durable, entre la guerre et une paix éventuelle, ou entre une guerre et une autre.

Le pouvoir légalement fort de sa majorité absolue pourra ainsi de fait, même après la formation du GURN, continuer à s'exercer « comme par le passé » : en faisant ou défaisant la loi selon ses besoins, plus quotidiennement en l'ignorant tant dans le respect des droits des citoyens et de l'opposition que dans son propre fonctionnement, qui se fait largement en dehors de la loi et à côté des institutions et procédures légales. L'opacité restant de règle pour tous les comptes cruciaux (ceux du pétrole, du diamant, de la Banque nationale d'Angola et du Trésor), le Parlement vote résolument chaque année un budget où n'apparaissent pas des sommes considérables reçues par l'« État » angolais ; document sans rapport avec la réalité, celui-ci ne sera en règle générale pas exécuté. Les décisions prises par le gouvernement ou le Parlement sont ou non suivies d'effets, ou de décrets d'application, quand elles ne sont pas simplement modifiées ou minées par d'autres décisions prises ailleurs que dans les instances qui en sont légalement chargées : sous la façade démocratique et institutionnelle souhaitable, les interférences « du pouvoir », loin de diminuer, se banalisent sous l'effet des négociations, des rapports de force entre différents groupes, qui déterminent les politiques suivies et qui, reflétant la montée en puissance de la présidence, contribuent aussi à la renforcer.

La centralisation du pouvoir pour mener la guerre après 1992 va permettre une concentration accrue de la richesse au sommet : la prédation inentamée sur le pétrole, les commissions sur les très grands négoce d'armements qui continuent, après Lusaka, pour une possible guerre en Angola et, dès 1996, pour des guerres hors frontières, celles sur les importations donnent à ceux qui bénéficient le plus de la prédation et de la corruption une puissance incom-

parable dans le privé, où ils peuvent aussi désormais investir dans des entreprises légales : ils dominent de fait aujourd'hui, outre le secteur économique public encore large, tous les négoce « sensibles », stratégiquement importants – grandes entreprises de sécurité, compagnies d'aviation, secteurs d'entreprises publiques mis en *leasing*, compagnies liées à l'armée, à la police –, et ont étendu leur puissance dans le secteur vital de l'importation, toutes activités extrêmement rentables, même exercées en toute légalité. Cette concentration est favorisée par la politique et la concurrence de grands groupes étrangers, avec lesquels les dirigeants angolais ont intérêt, sur un plan économique mais aussi politico-stratégique, à consolider des alliances et qui sont, quant à eux, désireux de s'assurer des partenaires dont la position garantisse la sécurité de leurs investissements. L'hégémonie économique légale du pouvoir se construit désormais généralement avec la collaboration active (banques) et en association avec de tels groupes étrangers, qui contribuent ainsi à renforcer la base matérielle du pouvoir et, en son sein, de ses secteurs les plus puissants : la présidence (et la hiérarchie des polices), l'état-major et, en position mineure, la hiérarchie du parti.

La politique économique générale, depuis longtemps dictée aussi par des considérations stratégiques, permet en outre, tant dans ses cohérences que ses incohérences (lois, décrets, règlements votés, textes non signés, crédits non débloqués, utilisation des dévaluations, des divers taux de change, des attributions et ventes aux enchères de devises, des règlements pour les dédouanements de marchandises et les taxes, des autorisations d'importation, de l'accès au crédit bancaire, etc.), le développement privilégié de leurs entreprises. La privatisation légale n'annule nullement, mais s'« articule » avec le recours à l'illégal. L'inexistence ou la non-application de lois, l'inefficacité de la police économique et d'une justice qui n'a pas à en connaître permettent en outre des délits économiques majeurs : étant donné les profits possibles et l'impunité, les grands trafics, notamment de devises et de diamants, continuent à être investis ; les plus grandes dilapidations de fonds publics et de l'aide internationale, les détournements dans les banques et les entreprises publiques ainsi que ceux, massifs, de marchandises, au port ou à l'aéroport, de ces dernières années, impliquant au moins des complicités au plus haut sommet du pouvoir civil, policier ou militaire, sont restés « non élucidés ».

LES NOUVELLES FORMES DE LA DISTRIBUTION CLIENTÉLISTE

Cette appropriation et cette extorsion massives au profit du sommet du pouvoir s'accompagnent cependant d'une certaine dispersion de la richesse : la domination ne repose pas seulement sur l'ordre sécuritaire et la peur, mais

aussi sur une nouvelle forme de redistribution et sur le « fond » sur lequel celle-ci s'exerce : la misère « légale » résultant de l'absolue insignifiance des salaires, d'un désinvestissement encore accru des services sociaux publics, d'une dépendance généralisée de la population par rapport à un « marché » formel et informel sauvage, dont le développement a amené la généralisation de la corruption et de l'insécurité économique ainsi qu'une montée considérable de la violence sociale, policière et criminelle.

Cette misère, conjuguée à l'absence de justice et de droits, confère une plus grande efficacité au système de cooptation-redistribution/exclusion-marginalisation amorcé pendant la « transition » et désormais perfectionné, aboutissant à la mise en place d'un véritable système de compromission généralisée. Celui-ci s'adresse d'abord légalement, visiblement, à ce que l'on peut qualifier de nouvelle nomenclature du régime – députés, ministres et vice-ministres, chefs de l'armée et de la police, hauts magistrats, mais aussi entourage présidentiel, Conseil de la République⁶ –, qui se voit attribuer es-qualité des avantages exorbitants⁷, mais aussi à toute une partie de la « société civile », notamment un petit nombre d'organisations non gouvernementales, qui bénéficie de subventions de l'État. Ce système a un objectif politique, la « neutralisation » des opposants et des indépendants, qui est la politique foncière du pouvoir angolais ; jointe à la répression et à l'intimidation, cette stratégie va de fait permettre leur domestication ou leur marginalisation – seule l'entrée, en avril 1997, des députés de l'Unita au Parlement rendra possible une expression audible d'opposition, vite entravée pour être finalement, en 1998, étouffée.

Mais ce système bénéficie en fait ultra-majoritairement à ses propres hommes et constitue une forme de redistribution. Il s'exerce aussi de plus en plus, sans publicité, à l'égard d'individus que le pouvoir veut s'attacher, qu'ils aient ou non déjà accès à des privilèges es-qualité, qu'ils soient des serviteurs de l'État ou des dirigeants d'organisations économiques ou civiles ; faveurs du prince qui peuvent ne pas être renouvelées, prébendes reprenables et sues telles, ces « cadeaux⁸ », qui offrent des possibilités incomparables à celles d'un poste même bien payé en dollars, présentent pour certains, outre leur intérêt « sec », celui d'en tirer des profits « collatéraux », légaux ou informels, voire illégaux, le pouvoir assurant globalement à ses serviteurs et protégés l'impunité qu'il s'accorde à lui-même. Ce système « compromet » en effet des centaines de responsables de l'État et de l'administration, d'entreprises, de « patrons » divers (responsables de fédérations sportives, d'organisations syndicales ou professionnelles), de journalistes, de hauts cadres, qu'ils soient déjà fidèles ou qu'on souhaite les neutraliser, tissant une toile d'intérêts et de dépendances qui n'empêchent pas autonomisations et rivalités, mais qui sont au besoin mobilisables (dans le soutien au pouvoir contre l'Unita ou les revendications sociales

ou démocratiques de la population, mais aussi dans des luttes de factions).

La dispersion de la richesse résulte en majeure partie de ce déploiement du système clientéliste. Nouveau dans son maniement au sommet, il l'est aussi dans son utilisation à tous les niveaux. Avec la libéralisation, très peu de ceux qui en bénéficient se contentent de le redistribuer ou de le revendre « simplement » sur le marché informel. Ils investissent, comme le haut du pouvoir et dans les secteurs et aux niveaux offerts ou laissés par celui-ci : dans l'immobilier, et désormais plus seulement à l'étranger mais à Luanda, capitale protégée qui connaît son premier boom depuis l'indépendance ; très généralement aussi dans l'« entreprise » – c'est-à-dire massivement le commerce et les services, et surtout l'importation que recouvre à peu près seule l'appellation d'« import-export ».

D'où, désormais, un chevauchement généralisé du public et du privé, mais qui recourt aussi, étant donné le coût et l'incertitude de la vie dans un pays « pas encore en paix », à une utilisation souvent combinée du légal et de l'illégal, en amont (détournements, trafics, jeux sur le change) ou en aval : marchandises détournées avant d'être enregistrées au port ou à l'aéroport ou avant leur arrivée dans les entrepôts, entrant directement sur les marchés informels ou dans des entreprises légales autres que celles accréditées pour les recevoir, et dont une part, ensuite, ne sera pas vendue légalement, mais confiée à l'informel, plus rentable. Avec l'utilisation des passe-droits que lui accorde parfois la loi esquivant, de ses relations et de ses protections, cette nouvelle nomenclature se trouve en position très privilégiée face à ses concurrents indépendants, ce dont de plus en plus en son sein profitent : députés, généraux et colonels, administrateurs, conjointement avec d'autres anciens ou nouveaux « entrepreneurs du

6. Créé à l'aube de la transition comme organe de « consultation » du président de la République, il compte entre autres des « représentants » de la société civile, qui ne le sont qu'en tant que le Président les a jugés tels : c'est lui seul qui les choisit. Cet organe est un concentré exemplaire de la politique de cooptation du régime et plus particulièrement du Président : il fait partie des privilégiés du régime légal, et n'a aucun pouvoir.

7. Outre les nombreux avantages permanents, tous reçoivent par exemple une « prime de Noël » de 25 à 30 000 dollars (le salaire minimum équivaut à 4 dollars, avec lesquels on ne peut même pas s'acheter une grande boîte de lait en poudre ; la très grande majorité des salaires ne dépassent pas 200 ou 300 dollars, les cadres payés en dollars gagnant généralement entre 1 000 et 2 000 dollars... et Luanda est après Tokyo la ville la plus chère du monde).

8. Il peut s'agir simplement désormais d'« enveloppes » de plusieurs dizaines ou centaines de milliers de dollars remises à des individus, mais il y en a bien d'autres : soutien gracieux et discret à des organisations amies de la société civile : associations patronales, ordres professionnels, organisations syndicales, ONG, clubs divers, organisations locales et de jeunesse ; « indication » amicale pour un haut poste dans une société publique ou privée, notamment internationale, des organismes internationaux, ou encore pour la direction de tous les nouveaux organes d'un État moderne (dont récemment un Institut du consommateur), paiement de consultants et assessseurs, etc.

MPLA » (dont ceux appartenant à la « nomenclature » non publique qui bénéficie du même type de libéralités), hauts cadres et professions libérales, dirigeants d'organisations économiques, de syndicats, d'ordres professionnels « amis », etc., ont largement gagné le terrain qui appartenait naguère aux *candongueiros* (trafiquants) et investi dans les nouveaux négoce très rentables que sont les taxis collectifs et les transports, les restaurants, hôtels et pensions, les supermarchés, les cliniques et pharmacies, les établissements d'enseignement privé. Ceux qui ont le mieux réussi peuvent à leur tour lancer amis, parents, devenus gérants ou pouvant même se mettre, à un moindre niveau, à leur compte.

Il y a donc, tout au long de ces chaînes de redistribution, un effet de contrôle social et de soumission politique puissant, une réelle implantation sociale du pouvoir ; celui-ci n'est pas un « monstre froid » face à ce qui serait « la société », d'autant que ses bénéficiaires, même très minoritaires, représentent de plus en plus une force économique et sociale, et que, dans la misère généralisée, dépendent d'eux beaucoup de gens – employés, domestiques, familles, clientèles, à la recherche de sécurité et de « bons patrons ». Ce contrôle social ne résulte en outre pas seulement d'une stratégie délibérée du pouvoir, réelle et mise en place dès la transition, mais de sa capacité, dans un contexte de renforcement du parti-État sous la guerre, à utiliser des évolutions individuelles, dont les reconversions économiques d'anciens cadres publics dans le nouveau contexte libéralisé – greffées souvent, elles aussi, sur l'international et les devises qu'il apporte, et sur les « paraphernalia » de l'« État de droit » –, et à coopter politiquement certains de ceux qui, le plus souvent par accumulation au départ illégale, ont pu se faire un chemin plus individuel vers la réussite économique et sociale. La généralisation de la corruption à tous les niveaux de la société ne cesse, certes, de « produire » des indépendants, mais ceux-ci ne constituent pas, dans ces conditions, de menace économique ou politique notable.

LA FESA DANS LE DISPOSITIF CLIENTÉLISTE

La Fondation Eduardo dos Santos peut être analysée à un premier niveau comme un produit et un couronnement du système général de domination clientéliste et le signe du renforcement du pouvoir présidentiel. Qu'est-ce que la Fesa en effet ?

À la base, simplement, cette fondation, comme d'autres, « retient » de l'argent privé, qui n'est pas le sien, pour l'évergétisme personnel de son « fondateur et patron », qui y intervient comme personne privée mais est cependant aussi, comme ne manque pas de le rappeler la fondation⁹, « le président de la république d'Angola et du MPLA, le parti majoritaire au pouvoir ». Pour ce faire, la Fesa – en jouant d'ailleurs, comme l'« État » angolais le fait dans la gestion

très stratégique de son pétrole, sur les rivalités entre les intérêts économiques étrangers et « leurs » États – « taxe » (droits d'entrée, contributions à divers projets) les grandes compagnies étrangères intéressées au « business » angolais (les sociétés pétrolières et para-pétrolières, celles impliquées dans le diamant et les grands projets d'infrastructures, la construction, certaines banques), mais aussi les grandes sociétés angolaises (Sonangol pour le pétrole, Endiama pour le diamant, qui ont toujours dépendu directement non des décisions du gouvernement mais de celles du Président), ainsi que diverses plus petites qui tiennent elles aussi à figurer dans ce « bloc » doublement intéressant, puisque proche du pouvoir et bienfaisant. Jusqu'alors, ces grandes sociétés étaient – et l'ont été de plus en plus avec l'abandon par l'État des services publics – impliquées dans des œuvres collatérales à leurs activités (routes, eau, électricité, infrastructures diverses, écoles, centres de santé), mais elles l'étaient en leur nom propre.

Le président angolais « rapatrie » ainsi vers sa propre personne une partie de ces bienfaits et les redistribue, tous les ans, sous une forme « ramassée », pendant la « semaine de la Fesa » – « forme instituée par la Fondation *pour la célébration de l'anniversaire de son Patron* » (c'est moi qui souligne, mais l'objectif de ces œuvres est explicite) – qui donne lieu à force publicités, vœux de bonheur, remerciements. Dans l'absolue déshérence publique et la misère engendrées par le coût de la « défense de la souveraineté » et l'extorsion considérable et impunie du bien public par le sommet du pouvoir, ses fidèles et ses agents, et dans des domaines que l'État a complètement abandonnés et que nombre de ses responsables ont en outre cannibalisés, le chef de l'État soustrait de fait ce qui, venant de ses partenaires étrangers ou de grandes sociétés nationales, pourrait sous d'autres lois et d'autres mœurs venir grossir le budget de l'État, et se pose grâce à cet argent en bienfaiteur.

Globalement, c'est en effet le souci pour le peuple, l'État de droit et l'avenir que souligne le programme de la fondation. En plus du progrès scientifique et technique – qui tient particulièrement au cœur de « l'ingénieur José Eduardo dos Santos » et vaut chaque année la tenue, sous l'égide de la Fesa, de grandes « journées technico-scientifiques » réunissant moult spécialistes internationaux – les actions de la fondation s'attachent à des groupes et à des thèmes porteurs au regard tant de la tragique situation angolaise que de la science et de la modernité internationales – ainsi, dans le désordre, la formation des cadres, la morale

9. Pour toute cette partie, outre la presse privée et les dépêches de l'agence officielle ANGOP des années 1997 et 1998, et particulièrement des mois d'août de ces deux années, voir surtout le site Internet de la Fesa : <http://www.fesa.org.ao/>

civique, Internet, les femmes, les enfants, les jeunes, les handicapés et les vieillards, le déminage, le sida, l'écologie sous toutes ses formes (de la protection des océans aux espaces verts), etc. –, et englobent en fait à peu près tous les « groupes vulnérables », « groupes-cibles » et thèmes « internationalement homologués ».

L'entreprise Fesa montre aussi un peu mieux, après deux ans, non seulement le brouillage des frontières entre les statuts présidentiel et privé de son « patron », brouillage originaire et fondateur, celui entre public et privé, mais aussi les modes compliqués d'enchevêtrement qui s'y nouent.

Dans certains domaines, la Fesa ne redistribue pas mais vient sans équivoque concurrencer l'État et prospérer sur sa décadence. Pour ne prendre qu'un exemple, alors que l'UAN (l'université Agostinho Neto) est laissée en déshérence, à l'exception des secteurs financés par l'étranger, et que ses enseignants ne peuvent vivre décemment que s'ils travaillent, pour des dollars, comme consultants dans le privé, le « grand défi » de la Fesa est en effet, en association avec la Sonangol, la création d'une « Université nouvelle » où l'enseignement de qualité internationale voulu par le Président sera assuré par des diplômés angolais choisis ou préparés pour ce faire et par des enseignants étrangers, et qui concentrera les disciplines technico-scientifiques les plus susceptibles d'attirer la coopération étrangère, publique et privée.

De plus, la Fesa ne fonctionne pas que sur fonds privés : parmi les réalisations ostensiblement inaugurées en août, certaines ne proviennent pas seulement, et parfois pas du tout, de l'argent de compagnies privées membres de la Fesa ou mobilisées par elle, mais de l'État lui-même ; on peut ainsi apprendre que tel centre d'enfants abandonnés de Cacuaco, inauguré en août 1998, a été financé par le gouvernement angolais, et que des ministères, ou encore le gouvernement provincial de Luanda, ont eux aussi contribué aux financements de divers projets. La Fesa collabore en effet fréquemment avec l'« État », les ministères ou les administrations locales, intervenant « en complément de l'action du gouvernement » ou en association avec lui, sans que l'on connaisse cependant, sauf exception, les contributions respectives, ou exclusives, de l'État et de la fondation dans les diverses réalisations offertes aux Angolais la dernière semaine d'août par le Président. Toujours est-il que le lancement de la troisième campagne de vaccination contre la poliomyélite s'insère lui aussi dans la « semaine de la Fesa ».

Mais cet argent, d'où qu'il vienne, revient sous le truchement de la fondation souvent au « public » ; la Fesa peut ainsi déjà présenter, ou du moins inaugurer, nombre de réalisations : écoles et centres de santé, équipements municipaux (stades, marchés, jardins) réhabilités ou entièrement nouveaux. Le président de la République renfloue ainsi l'État ; il « aide » le ministère de

l'Éducation, celui de la Réinsertion sociale, de la Santé, offre à la police nationale des moyens de transport... La Fesa inclut d'ailleurs dans ses instances dirigeantes des membres du gouvernement ; il n'est donc pas étonnant, étant donné ces chevauchements de fonds et d'hommes, que l'on ait pu entendre en août 1998 à la radio un éloge reconnaissant de l'action de la fondation et de son patron de la part de la vice-ministre de la Santé (membre de la Fesa), et que la recteur de l'Université (non membre de la Fesa, et appartenant à un secteur plutôt négativement affecté) ait réuni d'urgence les professeurs titulaires (alors en grève) pour envisager l'opportunité ou non pour l'UAN d'accorder elle aussi un doctorat *honoris causa* à José Eduardo dos Santos.

Mais la semaine de son anniversaire est aussi pour le président angolais – vivant à l'écart de Luanda dans le *Futungo*, dont il ne sort qu'avec un déploiement policier impressionnant, et qui n'a plus été en province depuis 1992 (élections obligent) – l'occasion de rencontrer directement le peuple et d'exercer sa bienveillance à son endroit. Dans les institutions d'État (hôpitaux, prisons) qu'il visite alors, et dans lesquelles les conditions sont le plus souvent catastrophiques, il fait de nombreux dons – vêtements et alimentation, matériel scolaire, jouets, télévisions, etc. – directement à des Angolais appartenant à divers groupes particulièrement défavorisés : enfants, amputés, prisonniers, déplacés, etc. Manifestations sportives et autres réjouissances populaires se succèdent également, la Fesa ayant notamment la volonté de s'adresser à la jeunesse, avenir du pays, à qui la « semaine » offre une série de loisirs d'ordre « sportif, culturel et récréatif ».

Tout cela ne fait pas grand chose, certes, pour compenser la dévastation publique, malgré l'accumulation des inaugurations, la qualité de la participation mondaine, nationale et internationale, et la couverture intensive dans les médias, qui accaparent de belles sommes elles aussi. Mais pendant cette semaine, le peuple, du moins une partie de celui-ci, et de Luanda surtout, a bien « du pain [plutôt de la bière] et des jeux », ce qui le change de l'ordinaire.

Outre sa contribution aux actions du gouvernement et son intervention directe au profit du peuple, la Fesa soutient aussi une série d'autres organisations de la société civile. Certaines apparaissent lors de la semaine de la Fesa, comme en 1998 le Fonds, dont la « Première dame » est présidente (et la Fesa membre du conseil général), qui s'occupe de déminage. Mais la Fesa appuie aussi l'Association de soutien aux femmes rurales, dont la « Première dame » est également présidente ; elle co-finance, avec divers ministères, telle organisation écologique, et parraine, encore en association avec plusieurs ministères, telle fondation de protection de la nature ; elle finance ou co-finance encore, ou soutient occasionnellement, un certain nombre d'associations nationales, locales, et d'ordres professionnels (ingénieurs, avocats, architectes, etc.).

Tout ce réseau « civil » qui gravite en permanence autour de la Fesa s'est porté sur ce que l'on doit appeler des « créneaux » de captation des fonds internationaux ; il fait travailler des entreprises amies ; il procure à ceux qui dirigent ces associations, y sont associés ou en reçoivent de temps en temps des commandes ou des retombées, des avantages qui, même quand ils restent légaux, leur assurent une situation économique, des relations et une assise sociale particulièrement appréciables ; captant quasi automatiquement les fonds des grandes sociétés nationales, il a tendance, dans la structure du pouvoir angolais et vu la notoriété (ou même simplement les facilités d'intervention) que ce haut patronage apporte, à drainer aussi non seulement les fonds internationaux privés qui l'alimentent structurellement, mais, en crédibilisant et renforçant les organisations du réseau, à en attirer d'autres, au détriment d'associations de la société civile, qui, dans l'économie politique angolaise, se retrouvent marginalisées.

Une analyse plus fine s'impose. Si l'on ne connaît malheureusement que très partiellement les contributions des divers donateurs, il est clair que les organes de direction de la Fesa (et des autres fondations et associés de ce réseau) comprennent à la fois, public et privé mêlés, des personnalités « incontestables », voire prestigieuses (tel Mandela pour la fondation Kissama), qui sont là surtout comme caution ; d'autres participent aux nombreux bénéfiques personnels afférents à ces entreprises sans but lucratif, d'autres aux prises de décision, d'autres encore y sont cooptées pour être neutralisées. Les « cibles » d'intervention de la Fesa mériteraient également une étude détaillée : pour ce qui concerne ses choix d'aide à, ou de collaboration avec, ou de ponctions sur certains ministères ou secteurs gouvernementaux ; pour ce qui y relève surtout de la construction de l'image personnelle non sectaire du Président, mais est marginal dans son système clientéliste global (par exemple, la reconstruction d'une église adventiste en province, ou encore le don de « vêtements et alimentation » à des chefs traditionnels réduits de fait souvent à la misère après leur brève heure de gloire en vue des élections) et ce qui, sous une certaine dispersion, apparaît bien comme une nette concentration sur la capitale, et sur certains quartiers de celle-ci (Sambizanga, son quartier natal, Cazenga...), que le Président « soigne » particulièrement.

On voulait seulement, ici, illustrer rapidement ce que la Fesa manifeste de la privatisation de l'État, du décentrage du pouvoir angolais par rapport à cet État et de sa contribution à la déliquescence de celui-ci. Par le biais de la fondation, le clientélisme du président angolais utilise des ressources dont le « pouvoir » angolais dispose « collectivement » ; il emprunte des formes révélatrices des nouveaux modes de domination, notamment pour ce qui est des articulations public-privé, du rapport à l'international et à l'« État de droit »,

du type de contrôle social et de légitimation dans la société – et plus précisément de son investissement de ladite société civile –, et il vient renforcer les moyens de domination de ce pouvoir collectif. Mais la personne qui « patronne » cette fondation est évidemment exceptionnelle, et la Fesa, née du renforcement du pouvoir présidentiel, contribue à son tour à renforcer celui-ci : avec elle, « l'ingénieur José Eduardo dos Santos » prend en quelque sorte la tête de la société civile, et ce, symptomatiquement, en position de « patron », en utilisant les atouts incomparables d'un président de la République qui est chef de fait du gouvernement, chef du parti et des forces armées, qui contrôle étroitement les polices, reçoit l'argent du pétrole non budgétisé et verrouille son allocation, bénéficie en premier lieu de la concurrence entre sociétés et États étrangers pour les ressources et le marché angolais.

LA STRATÉGIE PRÉSIDENTIELLE

DANS LA STRATÉGIE DU POUVOIR

La Fesa vient ainsi en quelque sorte « simplement » couronner le dispositif clientéliste général. Elle s'insère aussi dans un clientélisme personnel du Président qui la dépasse, qui est, on l'a évoqué, à la fois public et discret, et s'exerce dans les institutions publiques et la société civile, économique et non économique : la présidence est la principale distributrice des faveurs non « institutionnelles » et, du fait même de la dynamique de la situation, c'est de plus en plus à elle que l'on s'adresse pour en obtenir. Mais ce clientélisme personnel s'inscrit en outre dans une véritable stratégie présidentielle, qui se développe (et doit être analysée) en fonction des divers enjeux, hiérarchisés mais entremêlés, structurant la situation de « ni guerre ni paix » : celui, vital, du conflit avec l'Unita ; celui, préoccupant, du développement de la crise sociale ; celui, enfin, des rivalités internes au pouvoir.

Car si la misère, conjointement à l'impunité, donne au système de domination clientéliste une efficacité sociale, l'emballement même de la logique de prédation conduit à une aggravation « excessive » de cette misère : elle ne touche plus seulement ceux qui, non « représentés » au sommet des réseaux clientélistes, sont depuis longtemps exclus et marginalisés, ou ceux qui, en bas, n'en reçoivent même plus de miettes ; elle touche la grande masse de la population, la base électorale du régime, dont les classes moyennes, dramatiquement paupérisées si elles n'ont pas accès aux positions ou faveurs dollarisées, et même les forces de l'ordre, soldats et policiers, pas mieux ni plus régulièrement payés que les autres agents de l'État. Il en résulte « en bas » une généralisation du vol et des détournements, de la corruption (la *gazona*), de l'illégalité et de la violence, aggravés par l'impunité laissée aux hommes en armes du régime,

la situation ne faisant qu'empirer depuis la signature des accords de Lusaka, la population étant abandonnée à l'aide des Églises, des organisations internationales et des ONG. Alors que l'opulence de la nouvelle nomenclature et de ses alliés est de plus en plus visible, grandit dans la population, surtout à Luanda (qui concentre plus d'un quart de celle-ci), un profond ressentiment contre cette déchéance et son imputation à la corruption d'un pouvoir dans lequel le Président est notoirement de plus en plus puissant (même si, contrairement à d'autres dirigeants, il n'apparaît pas parmi les grands « entrepreneurs¹⁰ »). Il y a donc pour le pouvoir dans son ensemble, et pour le Président en particulier, un « problème social » qui, même s'il est contenu par la non-résolution du conflit avec l'Unita et les moyens sécuritaires, pose au régime un problème par rapport à ce conflit. Il ne peut en effet le résoudre socialement – toute sa logique sociale s'oppose à une satisfaction « légale » des « besoins du peuple » –, ni le résoudre politiquement ou démocratiquement, toute ouverture dans ce domaine risquant de libérer l'expression du mécontentement, voire de permettre à une Unita politique, en cas de normalisation, de le « capitaliser ».

À cela s'ajoute l'aggravation des divisions et des luttes au sein même du régime. La concentration de la richesse au sommet du pouvoir, en association avec des intérêts étrangers, a entraîné la marginalisation de certains secteurs, notamment d'un assez grand nombre d'entrepreneurs angolais d'abord favorisés. Elle s'est également accompagnée d'un aiguisement des rivalités à tous les niveaux, y compris au sommet du régime, où les luttes d'influence, les divergences entre factions, anciennes mais jusqu'alors fluctuantes, tendent à se cristalliser autour de véritables groupes d'intérêts financiers, ces intérêts étant à la fois la sanction et l'enjeu des luttes de pouvoir. L'état-major de l'armée est ainsi entré à partir de la guerre de 1992 dans la grande corruption comme un acteur relativement indépendant, sa puissance et ses intérêts économiques venant renforcer son poids dans les décisions ; même si celui-ci s'exerce globalement en « harmonie » avec les intérêts collectifs du pouvoir, les généraux sont aussi pour la présidence des concurrents économiques et une menace à son contrôle sur les forces de coercition. Quant au parti, en déconfiture en 1991, il est ressorti renforcé d'une lutte pour la victoire électorale où les « arguments » du pouvoir ont été le rassemblement contre l'ennemi historique – l'Unita – de toute « la famille du MPLA » désunie ou démobilisée, et les promesses que, les « erreurs » reconnues, on allait revenir au « MPLA des origines », pour lequel « le plus important [était] de résoudre les problèmes du peuple ». Dépolitisé et ayant coopté toutes les « forces vives » qu'il pouvait (et

10. Voir J.-M. Mabeko Tali, « L'interminable transition angolaise et les multiples dangers de l'incertitude politique », *Lusotopie* 1997, Paris, Karthala, pp. 87-103.

continué à « importer » en son sein divisions et contradictions), le parti a été un instrument crucial de la relégitimation populaire du pouvoir puis, autour des élections, de la remobilisation vers la guerre de son électorat. Avec l'entrée en guerre, le MPLA dépérit vite comme parti de masse, mais son ossature est renforcée, et son implantation politique et économique dans l'État et le privé est forte. Il n'a plus de place statutaire dans la nomenclature légale et dépend du Président pour l'accès à la prédation du pétrole, mais il redevient un lieu et un enjeu de pouvoir, et ce alors que diverses de ses factions, marginalisées ou hostiles à l'évolution du régime, peuvent malgré leurs divisions faire front contre le Président – comme l'a montré lors du dernier congrès l'élection, contre son candidat au poste de secrétaire général, de l'un des rares dirigeants ayant manifesté (prudemment) des tendances réformistes et modérées – et trouver un écho auprès d'une base électorale en pleine désaffection.

C'est dans ce cadre d'une délégitimation dangereuse et de contestations internes que va se développer la stratégie présidentielle. Celle-ci exprime en partie une stratégie collective, qu'elle tend de plus en plus à dominer, qui repose sur la transformation des bases matérielles d'un pouvoir désormais ancré dans des intérêts financiers légaux et illégaux, individuels et collectifs, intérêts liés à la situation de « ni guerre ni paix » (et en partie au réarmement pour une possible guerre ainsi que, depuis 1996, pour celles menées à l'extérieur), et à l'impunité particulière que cette situation favorise. Mais elle cherche aussi à renforcer le pouvoir présidentiel contre ses contestataires ou ses rivaux et à se dissocier des responsabilités du pouvoir, des cibles possibles du ressentiment populaire.

Il s'agit d'abord d'une stratégie de légitimation qui passe par la consolidation de l'image du Président comme d'un homme de paix, tourné en outre vers le monde et la modernité démocratique, peu attaché au pouvoir et sensible aux souffrances de son peuple. Cette image personnalise celle que le régime veut collectivement se donner, et elle est évidemment d'abord une construction face à l'Unita et à son chef – le président angolais y est l'inverse exact du belliciste, « fondamentaliste », barbare, assoiffé de pouvoir, bientôt « criminel de guerre » Savimbi. Mais elle a aussi comme « fonction intérieure » de le distinguer, dans son camp, de ceux qui seraient les « radicaux » – militaires de l'état-major et « ligne dure » du parti –, aux pressions desquels le président angolais serait sans cesse soumis mais résisterait tant que possible. Alors que le sentiment monte dans la population que le pouvoir ne pourrait pas fonctionner « en paix » et que le Président est le principal responsable de la dérive affairiste, tous les relais publics et privés, nationaux et internationaux de José Eduardo dos Santos sont engagés dans la construction à grands frais de cette image, dans laquelle bien sûr vient s'inscrire aussi la Fesa.

Quant à la modernité démocratique, elle aussi souhaitable pour la légitimation internationale, mais difficilement plaidable sur la base des pratiques du régime, elle sera consacrée plutôt par la multiplication des organismes censés manifester et consolider l'« État de droit », par l'attribution, de la part des plus diverses universités brésiliennes, publiques et privées, de titres de docteur *honoris causa* au président angolais, et surtout représentée par de jeunes ou moins jeunes diplômés et « technocrates » issus du parti mais n'appartenant pas (ou plus) à ses instances dirigeantes. Là encore il s'agit, pour le pouvoir angolais dans son ensemble, de se placer comme il convient dans le concert de la démocratie et de la compétence mondialisées. Mais il s'agit aussi d'une stratégie présidentielle, initiée dès les années 80, visant, conjointement au jeu sur les factions divisées du parti, à s'assurer une base personnelle d'abord inexistante, et poursuivie depuis, notamment, par des promotions au gouvernement.

Après 1992, cette politique de promotion de cadres choisis par le Président va viser notamment leur accès à la direction du parti. Ce dernier est en effet redevenu après les élections un enjeu de pouvoir. D'où un nouvel investissement du MPLA par la présidence, « collectivement » à travers une redistribution permettant au parti de créer ses entreprises, mais aussi par le passage dans les mains d'un fidèle des finances du MPLA, l'association au pouvoir de décision réel de seulement certains des membres de ses directions nationales, l'octroi personnalisé de faveurs présidentielles, étendu aussi à certains dans ses directions régionales et locales. Ce n'est pas le lieu de l'analyser ici, mais cette politique se sanctionnera au congrès de décembre 1998 par l'élimination de ses principaux opposants potentiels – dont les rares dirigeants (particulièrement le secrétaire général) qui avaient manifesté des velléités démocratiques et critiques à son égard – et par la montée au comité central de « ses » hommes, le tout après une campagne active sur les thèmes de la « rénovation » et de la « jeunesse » et par le jeu de la « démocratie interne ». Cette opération est, malgré la surprise et la déception de la « communauté internationale », parfaitement cohérente avec la stratégie de contrôle et de marginalisation menée à la fois par le pouvoir et, bien au-delà du parti, par la présidence, et révélatrice de dynamiques plus générales d'étouffement de la démocratie ; elle assure au Président, alors que le congrès vote aussi (consécration de la « repar-tidarisation » du pouvoir après 1992) et que désormais les gouvernants devront être des dirigeants du parti, un instrument domestiqué.

Cette stratégie du Président s'exprime également discrètement dans des luttes d'intérêts et d'influence, notamment avec ses concurrents économiquement les plus indépendants, les généraux, avec lesquels des accords seront passés et des partages acceptés (diamant), mais non sans quelques crises ; la pré-

sidence réussit parfois à négocier, parfois à enlever des positions à la fois économiques et politiques avec, notamment, la nomination d'un ministre de la Défense non lié à l'état-major ou le passage récent sous son contrôle de l'entreprise rentable et sensible d'importations militaires, ou encore la montée en puissance de la garde présidentielle.

Les prises de contrôle et les marginalisations, la construction d'une image d'homme de paix sont importantes face à l'Unita ou par rapport au bloc au pouvoir ; elles ne peuvent cependant répondre à la « question sociale », à la perte de légitimité du régime dans sa base électorale ; les élections ayant été repoussées *sine die* pour cause de « non-paix », celle-ci ne s'exprimera pas dans un scrutin, mais elle se manifeste de plus en plus, et de plus en plus largement, par un ressentiment contre le pouvoir. Preuve de l'exceptionnelle marge de manœuvre dont il dispose, le Président va, particulièrement après les accords de paix – qui pourraient faire « tomber » l'une des « justifications » de l'effondrement social –, se dissocier toujours plus de la politique menée par un gouvernement qu'il nomme et préside et dont une part de l'« inefficacité » et des « échecs » tient à ses interférences majeures. Il lui adresse régulièrement (messages du nouvel an) de très dures critiques, limoge périodiquement ses équipes économiques – désignées, avec l'aide d'une partie de la presse privée, comme responsables de la misère populaire – puis, quand le mécontentement aura atteint un niveau menaçant, démet son Premier ministre.

STRATÉGIES ET DYNAMIQUES DE GUERRE

Il peut être intéressant, pour illustrer rapidement les dynamiques socio-politiques plus générales de la domination clientéliste et du renforcement du pouvoir présidentiel, de revenir sur cet épisode et sur ce qui se joue et se noue au printemps 1996, année de création de la Fesa. Face à un mécontentement massif, qui touche même des militaires et s'accompagne de divers appels à manifester ainsi que d'une prolifération de tracts dénonçant la corruption du pouvoir, il sera répondu d'abord par un déploiement impressionnant des forces de l'ordre (dont la Police d'intervention spéciale) dans les rues de la capitale le 1^{er} mai, puis par l'arrestation et l'accusation d'« atteinte à la sécurité de l'État » d'un protestataire pacifique contre la misère. Viendront ensuite (6 juin) le discours fracassant du Président à la nation, annonçant une « nouvelle vie » (*Nova Vida*), et la critique radicale à laquelle il s'y livre de la politique du gouvernement, du scandale de la misère du peuple et de la corruption exorbitante au sommet du pouvoir, renvoyant non plus seulement, comme c'est devenu la coutume, les ministres économiques mais son Premier ministre lui-même. Pour la première fois depuis 1992, alors que les manifestations ne peuvent se

former que si elles sont autorisées, le « peuple » (des groupes) descend spontanément, en partie en voiture, dans les rues de Luanda – notamment celles des quartiers de Sambizanga, Cazenga, etc. –, avec des tee-shirts à l'effigie du Président, pour le soutenir mais aussi conspuer le Premier ministre (choisi après les élections et la dérive ethnique de la « bataille de Luanda » de 1992 notamment parce qu'il « appartenait » à l'ethnie ayant le plus majoritairement voté pour l'Unita), en criant des slogans anti-Ovimbundu. Puis est votée quasi subrepticement par le Parlement une loi établissant que les nouvelles cartes d'identité devront comporter la mention de la « race » du titulaire. Puis encore, en août, est lancée à grand bruit une opération massive, et au nom évocateur – « Cancer II » –, d'expulsion de « trafiquants » étrangers (surtout africains, libanais, asiatiques).

Il y a dans cette séquence plusieurs éléments importants et révélateurs de stratégies qui ne sont pas seulement celles de « certains secteurs du pouvoir », mais bien de celui-ci en général, et dans lesquelles la présidence, renforcée, est dominante et poursuit en outre une politique propre. Face à une crise sociale sans cesse aggravée par les marginalisations massives engendrées par le coût de l'entretien de l'appareil sécuritaire et le niveau de la prédation et de la corruption, la « réponse » clientéliste, dont la Fesa est un élément, même si elle permet une mesure de contrôle social, est bien insuffisante, outre qu'elle nourrit elle-même un sentiment d'humiliation. La politique de dissociation des responsabilités dans le désastre social menée par le Président ne peut faire illusion qu'auprès de ceux, nationaux ou étrangers, qui ont intérêt à cette illusion. Face à la montée d'un mécontentement, dangereux pour sa légitimité et donc pour son pouvoir si l'on allait vers la paix, inacceptable en cas de guerre, le régime aura recours aux ressources que lui offre une situation de « ni guerre ni paix », tout en entreprenant de réencadrer une base populaire.

Incapable d'apporter des solutions sociales ou démocratiques, il s'efforcera non seulement, comme en 1992, de capitaliser les tensions et exaspérations sociales mais aussi, alors que celles-ci se sont aggravées depuis sans trouver de débouché, de les organiser et d'orienter sur d'autres un ressentiment qui peut, « malgré l'ennemi », viser le pouvoir en tant que tel et tout particulièrement le Président. C'est de fait sous la direction de celui-ci, encadrant les divisions et contradictions internes au pouvoir et à la nomenclature et jouant sur elles, que sont désignées, par des actions policières, des lois, des médias, toute une série de cibles définies identitairement, autant que possible extérieures au pouvoir mais aussi désormais, péril aidant, intérieures, qui pourraient polariser ce ressentiment (trafiquants étrangers, Ovimbundus, métis et blancs...). Et c'est la présidence elle-même qui s'engage dans une remobilisation de la population, dont le prélude est marqué par la formalisation du soutien des

partisans du Président de juin 1996 dans une organisation permanente, intitulée Mouvement national spontané (*sic*), qui entreprend de rallier une partie de la jeunesse en lui offrant loisirs, voyages, excursions ; « pendant » populaire de la Fesa et qui lui est contemporain, ce mouvement donne aussi le ton « présidentiel », moins bénin que celui de la fondation, de la mobilisation du « peuple » et de sa dynamique milicienne.

Ainsi, le ressentiment contre le pouvoir et ses propres rivalités internes vont s'ajouter aux tendances lourdes d'un régime reposant sur les illégalismes et l'impunité permis, voire conditionnés, par l'anormalité de la situation de « ni guerre ni paix », pour l'engager dans une logique de guerre, face à et dans une certaine mesure « indépendamment » de celle qui existe – et qu'elle renforce – « en face », dans l'Unita de Jonas Savimbi. La (difficile) remobilisation pour la guerre commencera alors, contre l'ennemi militaire que constitue l'Unita de Savimbi, mais aussi contre la possibilité qu'une Unita politique s'en dissocie et risque de cristalliser le mécontentement social (d'où la création, avec des dissidents ultra-minoritaires parmi les députés de l'Unita à Luanda, d'une « Unita rénovée » parfaitement domestiquée, dans la vieille logique de cooptation-répression qui est celle du MPLA). Alors que les moyens d'intimidation du pouvoir sont renforcés et que ce dernier ne s'embarrasse bientôt plus des « formes » démocratiques, le « peuple » et la « société civile » seront mobilisés par le truchement des « patrons » (économiques et sociaux), des responsables de la société civile issus du pouvoir ou cooptés par lui, des coordinateurs du parti, de diverses organisations locales, de milices. Le Président, renforcé, s'en servira pour resserrer encore son contrôle sur le parti, utilisant à ses fins propres et dans la défense des intérêts collectifs du pouvoir l'ensemble des moyens que lui donne la position qu'il a acquise, dont la neutralisation sociopolitique des élites civiles et la mobilisation des réseaux privés, civils, nationaux et internationaux construits par son clientélisme. ■

Christine Messiant

CNRS-CEA

Voir en page suivante le programme
de la « Semaine de la Fesa » de 1998.

.../...

PROGRAMME DE LA « SEMAINE DE LA FESA » DE 1998

samedi 22 août

Dons à la léproserie de Funda.

Visite aux déplacés de Nambuanguongo et Qui-baxe et à la « citadelle de l'enfant » à Caxito.

Marathon de la Fesa.

dimanche 23 août

Visite aux provinces de Huambo, Namibe et Cunene

Activités sportives dans la baie de Luanda et à l'hôtel Panorama (régate, traversée de la baie, sports nautiques, parachutisme, activités de plage).

Activités sportives au stade de la Cidadela.

lundi 24 août

Visite à la province de Malange

Inauguration d'une école et dons de livres et de jouets.

Lancement de la troisième campagne nationale contre la poliomyélite.

Lancement d'un timbre commémoratif.

Dons de biens et de vêtements aux *sobas* (chefs traditionnels).

Visite à l'hôpital régional et remise de dons.

Déjeuner-rencontre pour le Progrès au barrage de Capanda.

Retour à Luanda.

Dîner d'adhésion et annonce de la création d'un Fonds de solidarité de lutte contre le sida.

mardi 25 août

Luanda, Huambo, Namibe et Cunene

Inauguration des systèmes de télédiffusion dans les prisons de Bentiaba, Xangongo et Péu-Péu. Remise de dons et d'équipements divers.

Ouverture de la seconde « Journée technico-scientifique » (thème central : « la mer et ses ressources ») au Palais des congrès.

Diverses activités sportives.

mercredi 26 août

Inauguration des écoles de l'avenue Lénine à Luanda.

Inauguration de la liaison à Internet des écoles Primeiro de Maio et Ngola Zinga.

jeudi 27 août

Inauguration de l'école de la Petrangol (Sambizanga) et de l'école de Kikolo (Cacuaco).

Inauguration du marché Deolinda Rodrigues (Cazenga).

Inauguration de l'école de la 5^e avenida (Cazenga).

Améliorations du campo de areas (Cazenga). Inauguration de la voie d'accès Viana-Viana II. Activités sportives.

Cérémonie d'enregistrement public du siège définitif de la Fesa (*escritura publica*).

Remise au gouvernement de la province de Luanda du Jardin de Miramar et du Chemin de l'amitié et de la solidarité « maître Alioune Beye ». Cérémonie de lancement de *Fesa Magazine* et présentation de la page Web de la Fesa.

Signature du protocole tripartite pour la réhabilitation du stade des Coqueiros.

Prise de fonction des nouveaux curateurs et des nouveaux membres de l'Assemblée générale de la Fesa.

vendredi 28 août

Finale du championnat scolaire infantile.

Démonstration d'activités sportives pour déficients.

Gymnastique rythmique.

Rencontre avec des enfants et des personnes âgées.

Présentation simultanée de groupes musicaux et de danse.

Offre d'équipements pour le basket.

Partage du gâteau d'anniversaire.

samedi 29 août

Acte solennel de remise du titre de *Doctor honoris causa* et du titre de Commandeur de l'université de l'État de Rio de Janeiro à Son Excellence l'ingénieur José Eduardo dos Santos, Patron et Fondateur de la Fesa.

Clôture de la « Journée technico-scientifique ». Spectacle Fesa-Kutonoca (groupes musicaux).

dimanche 30 août

Visite aux travaux de réhabilitation de l'église Nossa Senhora da Muxima.

lundi 31 août

Séminaire sur « la problématique des mines et leurs conséquences ».

Exposition permanente d'art et d'artisanat à l'atrium du Palais des congrès.

Cérémonie de clôture de la semaine de la Fesa.

Dîner de collecte de fonds pour le soutien aux victimes de mines.